

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 30 janvier 2024

Nos réf. : SAU/TA/MT n° 24-21

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

STE VENTEOL

**Parc éolien de Champfleury - Domaine de Bonne Voisine VENTEOL (EOLFI)
10700 CHAMPFLEURY**

Code AIOT : 0005704187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 novembre 2023 dans l'établissement STE VENTEOL implanté Parc éolien de CHAMPFLEURY - Domaine de Bonne Voisine VENTEOL (EOLFI) 10700 CHAMPFLEURY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 09 novembre 2023 du Parc de CHAMPFLEURY 1, implanté sur la commune de CHAMPFLEURY (10). Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées en objectif 1 du PPC 2023 de l'UD10-52 et conformément au point 1 de l'annexe 1 de la note ministérielle du 24 novembre 2016 relatif au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées relevant des articles L170-1 à L174-2 du titre VII du livre premier du code de l'environnement traitant du système d'inspection.

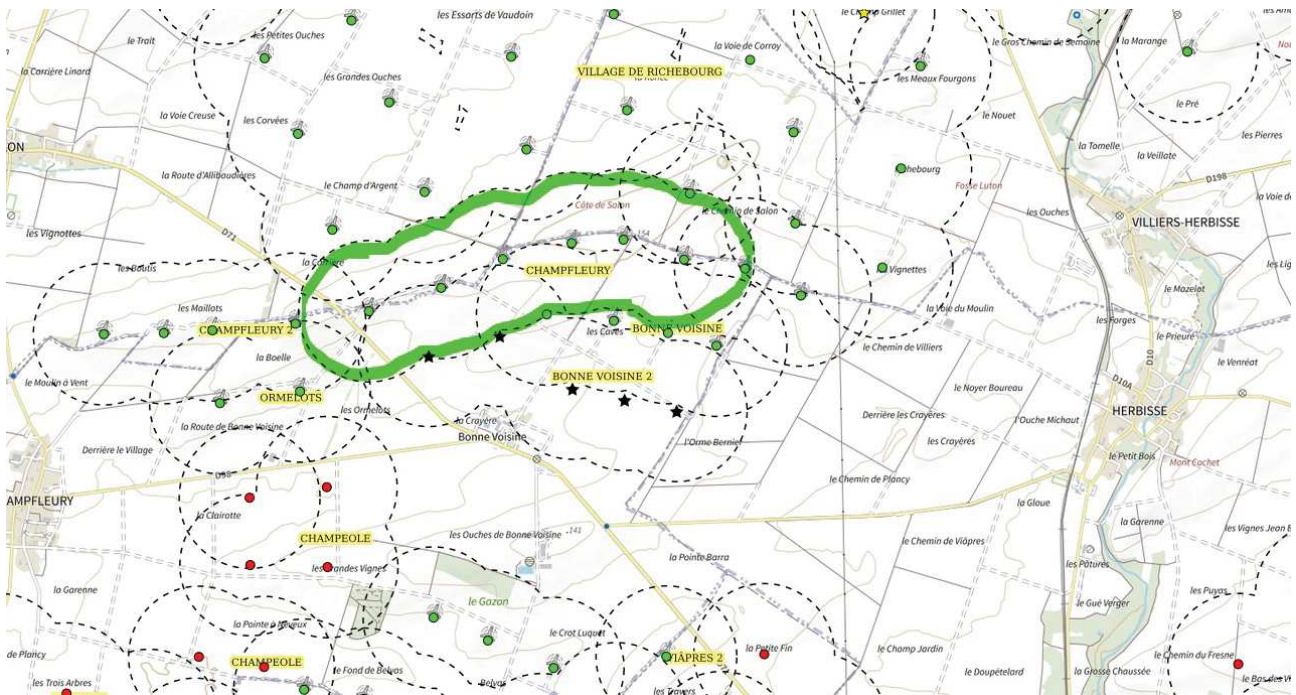
Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STE VENTEOL
- Parc éolien de CHAMPFLEURY - Domaine de Bonne Voisine VENTEOL (EOLFI)
10700 Champfleury
- Code AIOT : 0005704187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de CHAMPFLEURY est composé de 6 éoliennes REPOWER MM82 et 1 poste de livraison. Les caractéristiques des machines sont les suivantes :

- Hauteur des aérogénérateurs (mâts + nacelle) : 80m
- Puissance unitaire : 2 Mwc (Puissance du parc : 12MW)

Le parc éolien de CHAMPFLEURY 1 est prolongé à l'Est par 2 éoliennes du parc "CHAMPFLEURY 2" et à l'Ouest par 4 éoliennes de ce même parc, exploité par une autre société.



Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Arrêté préfectoral	/
4	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Lettre de suite préfectorale	Sans délai
5	Section 4 – Exploitation	Code de l'environnement, article R.541-45	Lettre de suite préfectorale	Sans délai
11	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Lettre de suite préfectorale	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
3	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
7	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
8	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
9	Permis de construire	Arrêté Préfectoral du 01/01/2005	Sans objet
10	Permis de construire	Arrêté Préfectoral du 01/01/2005	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection relève 4 points de contrôle non-conformes. Un arrêté préfectoral complémentaire et une lettre préfectorale constitueront les suites de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de téléservice, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Le dernier suivi environnemental et de mortalité date de 2015. Ce dernier concluait par un niveau d'impact non significatif du parc éolien de CHAMPFLEURY 1 sur les chiroptères et les oiseaux ne nécessitant pas de mesure de correction.</p> <p>En l'état des connaissances acquises depuis sur la mortalité des parcs avoisinants, l'impact du parc éolien de CHAMPFLEURY 1 semble sous-estimer cette mortalité.</p> <p>En effet, aujourd'hui, les constats faits sur les parcs avoisinants montrent des impacts sur les chiroptères et le faucon crécelle.</p> <p>En attendant les résultats et l'analyse du suivi environnemental, l'Inspection des installations classées propose d'ores et déjà d'encadrer l'exploitation du parc par un arrêté préfectoral complémentaire portant sur le bridage des machines. Il s'articulera autour de deux mesures :</p> <ul style="list-style-type: none">- La mesure de bridage Chiroptère conforme aux recommandations de la DREAL Grand-Est selon les paramètres suivants :<ul style="list-style-type: none">• du 1^{er} avril au 31 octobre,• du crépuscule au lever du soleil (1h avant le coucher du soleil à 1h près le lever du soleil),• lorsque la température est supérieure à 10°C,• à des vitesses de vent inférieures à 6m/s- la mise en œuvre d'une mesure de suivi environnemental en 2024 prévue initialement en 2025 au 10 ans du dernier suivi de 2015. Ce suivi environnemental sera mené en conformité avec le protocole de suivi de 2018 augmenté d'un suivi spécifique de la nidification du Faucon crécerelle en raison d'un passage par semaine de juin à août, reconduit sur une durée minimale de 3 ans. <p>Le bridage et les critères seront ré-évalués après le rendu du suivi environnemental en 2024.</p> <p>Il est ainsi proposé ainsi de prendre, au titre de l'article L512-20 du code de l'environnement, un arrêté avec passage en CDNPS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : arrêté préfectoral

N° 2 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Sécurité
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Les intervenants sur le parc sont formés dans le cadre de formation GWO (travail en hauteur, incendie, gestes et postures et premiers secours). Les accès sont gérés par un outil d'accès GMAO (Gestion de maintenance assistée par ordinateur) contenant les dates de validité des certificats et habilitations. Concernant, les exercices d'entraînement, Engie Green, exploitant délégué, a pris contact récemment avec le SDIS 10, afin de mener un exercice sur ce parc. L'inspection sera informée des suites de cette démarche. Par ailleurs, la CNR organise au niveau national des exercices (convention relation avec les SDIS) avec la mise en place de scénario et de retex. Des fiches reflex sont produites et alimentent le PDP (Plan de Prévention) qui est porté à la connaissance des personnes amenées à travailler sur le parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose d'un outil GMAO gérant en outre les accès aux machines, l'origine des interventions, leur nature, les actions menées. Les rapports techniques de maintenance sont établis par le turbinier et transmis à l'exploitant délégué. Le mainteneur mène 2 campagnes d'entretien, une annuelle complète et une intermédiaire à 6 mois. L'exploitant a transmis les 3 derniers rapports de maintenance de l'éolienne E3 à l'inspection des installations classées : deux rapports de maintenance annuelle des années 2022 et 2023 et 1 rapport de maintenance semestriel de 2023. Un registre est présent dans chaque éolienne retraçant les interventions de maintenance et des contrôles (électrique, SSI, etc.). L'exploitant délégué nous a transmis ce jour les rapports de contrôles des installations électriques, des équipements mécaniques et des extincteurs. Les rapports de maintenances transmis n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats : Le turbinier gère jusqu'à maintenant les déchets d'interventions et de maintenance en faisant collecter les huiles de vidange des machines par un camion citerne. Les autres déchets sont transportés jusqu'au centre de maintenance et repris par une société spécialisée. Cette dernière les évacue en centre de stockage adapté. Néanmoins, ce site de maintenance n'étant pas déclaré, l'exploitant vient de renouveler le contrat de maintenance avec le turbinier sans gestion des déchets. L'inspection des installations classées rappelle que les prescriptions susmentionnées sont applicables de plein droit et qu'elles seront à nouveau contrôlées lors de la prochaine visite. En cas d'absence de corrections, des suites administratives et pénales seront proposées.</p>
<p>Observations : Il a été évoqué lors de la visite la possibilité de mise en place de container à déchets sur site. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il s'agit d'un stockage non protégé avec présence de nombreux déchets, dont des déchets dangereux. Ainsi, cette modification est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. De plus, suivant les dimensions du stockage, une conformité aux règles d'urbanisme est nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : sans délai

N° 5 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-45
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique [...]</p>
<p>Constats : Le turbinier crée les bordereaux de suivi de déchets (BSD) sur Trackdéchets. Les BSD pour l'année 2023 ont été transmis à l'inspection des installations classées. Néanmoins, les BSD ne permettent pas de distinguer les déchets provenant du Parc éolien de CHAMPFLEURY 1 VENTEOL (point 1.1 du BSD : Producteur ou détenteur du déchet, point 1.2 du BSD : Point de collecte/chantier). Les BDS ne sont pas conformes. L'inspection des installations classées rappelle que les prescriptions susmentionnées sont applicables de plein droit et qu'elles seront à nouveau contrôlées lors de la prochaine visite. En cas d'absence de corrections, des suites administratives et pénales seront proposées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : sans délai

N° 6 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant nous a transmis un plan de prévention répondant à l'ensemble des attentes de l'article 22.</p> <p>Un audit a été mené sur ce PDP et une nouvelle mouture sera validée au cours du mois de janvier 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Astreintes sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats :</p> <p>Les éoliennes sont équipées d'une centrale téléconduite spécifique gérant le contrôle d'ouverture de porte et la surveillance des machines (incendie, survitesse, défaillance des freins, etc.). Les machines s'arrêtent automatiquement. La téléconduite est assurée par l'exploitant qui est capable de lever le doute sur une alarme en moins de 30 mn (Astreinte 24h/24 7j/7). Il peut également faire intervenir le mainteneur (constructeur des machines) à distance ou sur site depuis sa plate-forme. Les secours peuvent être également mobilisé dans les 15 mn en cas d'incendie ou de survitesse une fois la première alerte de la centrale de surveillance (téléconduite). L'exploitant vient en appui (organisation en 3/8) et peut également mettre en place une cellule de veille.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : La visite d'inspection de l'éolienne E3 choisie par sondage a montré la présence de deux extincteurs au bas et à l'intérieur de l'aérogénérateur. Leur contrôle date de moins d'un an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Permis de construire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2005
Thème(s) : Autre, Mesure de réduction de l'impact
Prescription contrôlée : Dispositions particulières prescrites par l'arrêté préfectoral de permis de construire Article 6 : Le pétitionnaire devra mettre en place une haie dense, d'orientation sud-ouest/nord-est à une distance d'au moins 500 m du linéaire éolien, pour permettre de canaliser la migration rampante des passereaux afin qu'ils contournent plus facilement les éoliennes. Elle constitue à ce titre une mesure nécessaire à la réduction des impacts. Le maître d'ouvrage doit s'engager sur la mise en place et l'entretien d'une telle haie sur toute la durée d'exploitation des éoliennes.
Constats : L'exploitant confirme la plantation de 700 ml de haies en 2018 par la Fédération des Chasseurs de l'Aube (FDC10). Il a fourni un bon de commande. Toutefois celle-ci a dû être déplacée en 2021 car sa localisation se trouvait trop proche d'un parc éolien voisin. L'exploitant a fourni une attestation de plantation. Depuis, 3 entretiens ont été assurés par la FDC10 conformément à la commande initiale établie en 2017 et allant jusqu'en 2026 avec un entretien tous les 2 ans. Néanmoins, la visite d'inspection n'a pu constater l'effectivité de cette haie, l'exploitant ignorant sa situation exacte. En date du 15 novembre 2023 l'exploitant à l'inspection des installations classées un plan de situation. La consultation de GÉOPORTAIL confirme l'effectivité de cette plantation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Permis de construire

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/10/2023
Thème(s) : Situation administrative, coordonnées des éoliennes
Prescription contrôlée : les coordonnées x, y (réf 93) et z (au sol) des machines relevées par un géomètre expert en application de l'article R. 513-I-2° du Code de l'environnement. Ce relevé devra également présenter les éventuels écarts entre les coordonnées théoriques relatives à la délivrance du ou des permis de construire et les coordonnées post-implantation. La parcelle, le lieu-dit et les communes d'implantation seront également indiqués.
Constats : L'exploitant nous transmis par courriel les coordonnées des éoliennes. Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Signalisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de l'éolienne n°3 choisie par sondage, l'exploitant signale les entrées du parc par des panneaux. Cette pratique n'est pas conforme. L'article 14 précise bien que les panneaux doivent être positionnés sur le chemin de chaque aérogénérateur.</p> <p>Par ailleurs, le jour de la visite, l'un des panneau d'entrée du parc était déplacé à un endroit où sa visibilité n'était plus assurée. L'inspection des installations classées attire l'attention sur ce point : l'exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin de garantir l'intégrité des panneaux de signalisation.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que les prescriptions susmentionnées sont applicables de plein droit et qu'elles seront à nouveau contrôlées lors de la prochaine visite. En cas d'absence de corrections, des suites administratives et pénales seront proposées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : sans délai